

Janvier – Mai 1994--- 2004 : Dix ans déjà  
Souvenirs de mon séjour à Kigali au temps du génocide

La soirée de ce 6 avril 1994 est calme et la température plutôt douce. Je viens juste de raccompagner un ancien collègue de classe en RDC (République Démocratique du Congo), Kanamugire Longin, réfugié et installé à Bujumbura (Burundi) depuis le déclenchement de la guerre civile au Rwanda en octobre 1990.

Longin est parmi les nombreux Rwandais qui ont cru en la paix après les accords d'Arusha (Tanzanie) signés le 4 août 1994 entre le régime de Juvénal Habyarimana et le FPR (Front Patriotique Rwandais, alors mouvement rebelle, aujourd'hui au pouvoir à Kigali).

Il est venu expressément de Bujumbura en compagnie d'un autre ami Rwandais pour nous souhaiter la bienvenue au Pays. Lui est né et a grandi au Rwanda, moi au Zaïre (redevenu RDC depuis peu). Nous avons fait ensemble le Petit Séminaire de Buhimba près de Goma. Il était courant à l'époque que des enfants Tutsi du Rwanda viennent faire leurs études au Zaïre en raison de la discrimination ethnique qui leur était faite quant à l'accès à l'école et à l'emploi.

Nous nous retrouverons des années plus tard, en 1992 à Bujumbura où il avait réussi à s'établir avec sa famille et à développer un business prospère. Nous avons donc passé ensemble tout l'après-midi de ce 6 avril à célébrer nos retrouvailles et nos souvenirs d'enfance, et il envisageait de rentrer à Bujumbura le lendemain. Mais c'était la dernière fois que je le voyais. Longin sera l'une des nombreuses victimes du génocide qui était déclenché quelques instants plus tard.

Ca faisait donc presque une heure que j'avais repris place à côté des camarades à la terrasse du grand bar du CND, siège du parlement devenu garnison du FPR en pleine capitale au terme des accords d'Arusha. Bravant la menace des extrémistes du régime, les habitants de Kigali étaient toujours nombreux à venir y prendre leur verre et discuter politique avec des gens du FPR. Ils nous assuraient que l'endroit était le seul lieu sûr de Kigali, vue la violence politique, l'insécurité et l'incertitude qui les affectaient dans les lieux publics et même dans leurs habitations.

Soudain, le commandant du bataillon du FPR au CND, Charles Kayonga, accompagné de quelques-uns de son escorte firent le tour du bar en nous disant de mettre un terme aux attroupements. Ceux qui suivaient la radio nous communiquèrent aussitôt la nouvelle. L'avion ramenant Habyarimana de Dar-es-salam venait d'être abattu. Personne ne savait trop ce qui allait suivre, mais des mesures de sécurité s'imposaient. Côté gouvernemental, on venait d'annoncer à la radio un couvre-feu illimité, et ordre formel était donné aux habitants de Kigali de ne pas sortir de leurs maisons le lendemain.

Seuls étaient autorisés à circuler les forces de l'ordre, et les miliciens du régime, bien entendu. Déjà au soir du 6 avril 1994, certains de ceux qui quittaient le CND pour rentrer chez eux en ville furent interceptés par la garde présidentielle (GP) dont la garnison se trouvait à quelques décamètres. Du CND, nous pouvions entendre les coups de feu qui les abattaient. De la centrale téléphonique du CND, officiels et autres agents continuaient à s'informer auprès des familles et des politiciens pour connaître l'évolution de la situation dans la ville. Très souvent, la communication était brusquement interrompue à l'autre bout du fil par des tirs nourris et des cris d'épouvante. Le génocide avait bel et bien commencé.

Dans la même nuit du 6 avril 1994, les lignes téléphoniques du CND furent brusquement coupées. Au fil des heures, le bruit des coups de feu et les cris des victimes s'intensifiaient à travers toute la ville. Des tirs de mortier commençaient déjà à s'abattre sur le bâtiment du CND. Instruction fut alors donnée à tous les locataires de descendre dans la cave du bâtiment. Une cave énorme puisque nous étions plus de 150 personnes à y trouver refuge. La violence de cette nuit avait surpris au CND une centaine de civils habituellement résidant dans la ville. Toute la nuit, les obus pleuvaient sur le bâtiment. Les soldats du bataillon de l'APR étaient également à l'abri dans leurs tranchées (indaki) creusées dans la colline sur le versant arrière du bâtiment. Cette nuit fut bien longue.

\*\*\*

Cela faisait trois mois, jour pour jour, que j'étais arrivé à Kigali. C'est exactement le 6 janvier 1994 que je suis arrivé au Palais de l'assemblée nationale baptisé alors CND ( Comité National pour le Développement , nom donné au parlement sous le régime de Juvénal Habyarimana) en provenance de Mulindi (Byumba), quartier général du FPR. Le CND est l'emplacement convenu pour abriter le bataillon de 600 soldats du FPR chargé de protéger les officiels (ministres et députés du FPR) appelés à participer aux institutions de la transition telles que définies par les accords de paix d'Arusha signés quelques mois auparavant.

Dans le sillage des officiels se trouve une quarantaine de techniciens (civils et militaires) prévus dans l'accord pour donner assistance dans divers domaines. Mon rôle à moi est d'établir les comptes rendus des nombreuses réunions qui se tiennent quotidiennement au CND ; qu'il s'agisse de celles du Bureau Politique du FPR ou de celles entre officiels du FPR et divers diplomates, représentants d'organismes humanitaires, leaders des partis politiques et de la société civile à Kigali, responsables de la MINUAR (Mission des Nations Unies pour assistance au Rwanda), etc....

De ces réunions, je garde par exemple en mémoire le cynisme des agences onusiennes qui résistèrent longtemps à donner des vivres et autre assistance à des rapatriés Tutsi venus d'Ouganda dans l'euphorie consécutive à la signature de l'accord de paix d'Arusha. Entre 7 et 8.000 personnes avaient envahi la région du Mutara avec leur bétail à partir du 28 décembre 1993, date à laquelle les officiels et le bataillon du FPR étaient entrés à Kigali. Pour ces paysans, l'entrée pacifique du FPR à Kigali était le signe de la paix qu'ils attendaient. Ils pouvaient rentrer au bercail après plus de trente ans d'exil. Le FPR essayait de contenir l'affluence en expliquant aux paysans d'attendre le gouvernement de transition pour être rapatriés et installés dans l'ordre et avec l'assistance de la communauté internationale comme cela était prévu dans les accords d'Arusha.

Mais la propagande gouvernementale avait essayé de faire croire que c'est le FPR qui encourageait les réfugiés à rentrer précipitamment. Et nombre de diplomates à Kigali s'étaient ralliés ostensiblement aux thèses anti-tutsi du régime. Jusqu'en février 1994, le HCR avait déjà effectué 4 missions d'évaluation sans jamais se résoudre à distribuer des vivres. Le représentant du HCR au Rwanda à l'époque, Mr Carlos Rodriguez et son assistante étaient d'une virulence extrême. Ils disaient qu'ils ne pouvaient pas assister les nouveaux rapatriés parce que « ça pouvait attirer beaucoup d'autres », « parce qu'ils occupaient les terres des autres », ou parce que « de toutes les façons, ils ne pouvaient pas les aider sur le territoire contrôlé par le FPR ». Une fois aussi, ils avaient affirmé que « la MINUAR leur avait refusé les escortes ».

Un délégué du FPR en était venu à se demander « si ces deux fonctionnaires servaient le HCR ou les intérêts des extrémistes qui ne veulent pas que les réfugiés Tutsi rentrent au pays ». Le FPR a dû menacer en disant que « si Mr. Rodriguez veut effectuer une nouvelle mission d'évaluation au Mutara sans les vivres, on ne le laisse pas passer ». Et d'ajouter que « si ça continue, on détournera les camions de vivres en provenance d'Uganda qui traversent régulièrement depuis des années la zone sous contrôle du FPR pour nourrir d'autres réfugiés ou déplacés à l'intérieur du pays ». C'est donc sous ces menaces que les agences onusiennes se résoudront à aider. Mais théoriquement seulement, puisque les tergiversations ne s'arrêtaient pas là. Dans une réunion du 17 février 1994 au CND entre officiels du FPR et représentants du HCR, du PAM, de la MINUAR et du PNUD, un délégué du PAM avait osé déclarer que les vivres disponibles étaient réservés en « priorité aux réfugiés burundais », et que « les autres avaient des vaches ».

\*\*\*

En relisant aujourd'hui les compte-rendus de ces réunions au CND, je réalise aussi que les diplomates à Kigali et beaucoup d'autres acteurs étaient parfaitement conscients et reconnaissaient ouvertement que Habyarimana était la source de toutes les manœuvres visant à bloquer la mise en place des institutions de la transition et à instaurer une situation de provocation permanente à l'égard du FPR ; de terreur et de chaos qui a conduit droit au génocide. Mais ils n'ont pas eu la lucidité ou le courage d'exercer leur pression là où elle méritait d'être exercée. Ils préféraient plutôt demander au FPR d'accepter des compromis impossibles au nom de la patience et de la conciliation.

Les manifestations violentes des miliciens Interahamwe (du parti MRND de Habyarimana) étaient devenues quasi quotidiennes, et il arrivait souvent qu'ils molestent des passants à moins de cinq mètres du poste d'entrée du CND gardé par la MINUAR pour punir ou décourager ceux qui rendaient visite aux gens du FPR. Quand ce dernier demandait à la MINUAR pourquoi elle ne réagissait pas et s'il n'était pas possible qu'il réagisse lui-même, la MINUAR recommandait « la patience ».

De par les accords, les officiels du FPR avaient droit à une escorte de la MINUAR pour leurs sorties en ville. Mais depuis que la violence des Interahamwe s'était intensifiée, la MINUAR ne réagissait plus aux demandes d'escortes du FPR, ou répondait trop tard. Exaspéré, le Président du FPR à l'époque, le colonel Alexis Kanyarengwe avait interpellé le commandant de la MINUAR, le Général Roméo Dallaire dans une réunion du 29 janvier 1994 en lui faisant part de son indignation de voir « le CND transformé en prison pour le FPR ». « Ceux qui nous rendent visite sont brutalisés et frustrés, et nos VIPs ne peuvent plus sortir en ville ».

Le FPR demandait ainsi de pouvoir effectuer ses missions officielles dans la ville avec ses propres escortes en cas d'absence de la MINUAR, et de se protéger contre la violence des Interahamwe désormais aux portes de sa garnison de Kigali. « Je n'ai pas un nombre illimité de militaires, mais on peut toujours arranger la question », avait répondu Dallaire. « Mais de grâce, ne prenez pas de risques », avait-il continuellement répété. Le FPR finit par tirer les conclusions de la situation qui se détériorait davantage au jour le jour. Les attentats à la grenade et les assassinats ciblés se multipliaient à travers le pays. Du CND où nous étions logés, les explosions des grenades surtout les soirs et la fumée des pneus brûlés par les miliciens sur les barricades faisaient désormais partie de notre environnement quotidien.

Au mois de février 1994, le FPR décida de retirer de Kigali pour son quartier général de Mulindi un grand nombre de ses officiels pour des raisons de sécurité, et de n'y maintenir qu'un nombre réduit de négociateurs pour poursuivre les contacts politiques et diplomatiques. Habyarimana avait déjà organisé trois simulacres de cérémonies d'installation du parlement et du gouvernement de transition, sans qu'il y ait mise en place effective de ces institutions. Les partis d'opposition PL (Parti Libéral) et MDR (Mouvement Démocratique Républicain) avaient auparavant désigné leurs représentants selon les procédures statutaires. Mais à l'approche des échéances de mise en place des institutions, Habyarimana, conseillé en cela par un ministre français de la coopération de l'époque soucieux de créer un « front commun hutu », avait réussi à susciter un courant extrémiste au sein de ces partis, le « Hutu Power ».

Il tenait à ce que les représentants de ce nouveau courant remplacent ceux désignés par les partis en vue de s'assurer une minorité de blocage au sein du parlement et du gouvernement de transition dont la composition devait émaner, selon les accords d'Arusha, à la fois de la mouvance présidentielle, du FPR et des partis d'opposition. Le président tenait également à ce que le parti extrémiste CDR (Coalition pour la défense de la République) obtienne un siège au parlement malgré le rejet officiel des accords d'Arusha par ce parti et l'ostracisme que lui avaient imposé les autres acteurs politiques en raison de ses positions fascistes.

Mais la plupart des diplomates à Kigali ainsi que les représentants de la société civile semblaient bien à l'aise avec toutes ces manœuvres, et leurs visites au CND étaient destinées à convaincre le FPR de s'y accommoder. Il y avait bien à Kigali à l'époque, une sorte de consensus idéologique autour des thèses ethnistes officielles du régime. Je me souviens encore de la réunion du 12 février 1994 entre une délégation du FPR conduite par Patrick Mazimhaka (aujourd'hui vice-président de la Commission Africaine) et celle de la société civile conduite par l'abbé Ladislas (longtemps Secrétaire Général de la Conférence des Evêques Catholiques du Rwanda même après le génocide). La délégation de la société civile forte de 6 personnes affirmait représenter plus de 33 associations.

Son message était simple. Il se disait fondé sur un communiqué de la conférence épiscopale publié une semaine auparavant (7/02/94) et qui demandait au FPR et aux autres acteurs politiques « d'accepter, au nom de l'équité », une nouvelle répartition des représentants du parti PL au parlement. Les Evêques catholiques –et la société civile derrière eux- suggéraient que le parti PL renonce à son option d'attribuer tous ses 11 sièges au parlement à ses élus initiaux, et qu'il accepte de garder seulement 6 et d'attribuer les 5 autres aux candidats du Hutu Power en son sein créé par la mouvance présidentielle.

La délégation de la société civile fut embarrassée lorsque Mazimhaka lui révéla que la veille de la publication de leur message, les évêques catholiques avaient été reçus par le président Habyarimana. Il se permit d'indiquer que leur initiative n'avait rien de prophétique, mais qu'il s'agissait bien d'un acte de militance. Quant à l'« équité » de leur proposition de répartition des postes au sein du PL, il leur dit qu'elle correspondait bien à celle de la femme voleuse d'enfant dans l'épisode biblique de la justice du roi Salomon. Pour trancher le procès de deux femmes qui se disputaient un bébé, le roi Salomon avait en effet astucieusement proposé de couper l'enfant en deux morceaux. La femme voleuse acquiesça alors que la vraie mère éclatait en sanglots en disant qu'au lieu de tuer son enfant, on le donne à la voleuse.

L'ambassadeur américain de l'époque à Kigali, David Rawson faisait également beaucoup de navettes au CND pour discuter avec les officiels du FPR auxquels il voulait arracher une certaine flexibilité par rapport aux exigences du président Habyarimana. Rawson se révélera

entre autres comme le champion de la défense de la représentation de la CDR au parlement de transition. Ceci dégoûta au plus haut point Paul Kagame, alors vice-président du FPR et commandant en chef de l'APR (branche armée du FPR) qui déclara « que le FPR n'acceptera jamais qu'un parti raciste comme la CDR puisse siéger au parlement ». « Mais si l'ambassadeur américain a une estime particulière pour la CDR, qu'il la recommande pour siéger au parlement américain. Après tout ils ont un plus grand nombre de sièges », avait-il ajouté

Je me rappelle aussi de ce long entretien du 26 janvier 1994 entre le Président du FPR et le représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Boutros Ghali. Mr Jacques Roger Booh Booh, comme son patron d'ailleurs, étaient réputés proches de la France et par conséquent, du président Habyarimana. Mais au cours de son entretien avec Kanyarengwe, il reconnut que Habyarimana était la source des blocages et qu'il menait le pays vers le chaos. Et face à l'exaspération du Président du FPR qui disait que « si Habyarimana n'arrête pas, on sera obligé de réagir », Booh Booh préférait répondre par : « il faut être patient ».

Et de conforter son conseil par cette anecdote « d'un homme respectable qui se lavait dans un marigot et dont les habits ont été volés par un fou. L'homme normal courait nu derrière le fou pour tenter de récupérer ses habits. Et finalement, on ne pouvait plus savoir qui était fou ». Moralité pour ce camerounais représentant Boutros Ghali à l'époque au Rwanda : « le FPR doit rester patient et éviter à tout prix de céder aux provocations de Habyarimana, au risque de paraître fou lui-même ». Kanyarengwe ne paraissait pas du tout convaincu par une telle philosophie. « On essaiera de sortir du marigot avant que le fou n'arrive », avait rétorqué le Président du FPR.

Ce pari du FPR ne pourra malheureusement être tenu. Puisque « le fou », Habyarimana et son système, eurent le temps de préparer minutieusement et d'exécuter le génocide. Depuis ce crime des crimes, les Rwandais dans leur ensemble sont apparus –et apparaissent peut-être encore- aux yeux du monde comme un pays de « fous ». Même nous qui avons perdu de nombreux parents et amis au cours de ce génocide, même ceux qui ont lutté pour l'arrêter, rien n'y fait. Nous ne pouvons échapper à cette honte collective de la nation. Mais à la différence du camerounais qui préconisait de ne pas réagir aux provocations, ma conviction est que tout cela est arrivé parce que le FPR n'a pas eu les moyens de réagir plus tôt. Il était le seul à avoir à la fois la volonté et les moyens d'empêcher au fou de nuire. Mais l'environnement diplomatique ne lui était pas favorable.

Les représentants les plus éminents de la communauté internationale et même de la société civile préféraient concentrer leur pression sur le FPR plutôt que sur le « fou » qui avait désormais le loisir de pousser ses folies jusqu'aux conséquences extrêmes. Il était déjà assuré à la fois de leur complaisance, de la complicité criminelle de certains d'entre eux, mais surtout, de la communion idéologique d'un plus grand nombre. Le FPR avait quant à lui les mains liées. Il était appelé à prouver à chaque instant sa bonne foi, au risque de donner au monde entier le prétexte de se liguier contre lui. C'est simplement lorsque le fou avait épuisé ses cartes et que la communauté internationale s'était dévoilée cynique et incapable que le FPR a pu rentrer sur scène pour arrêter le génocide.

\*\*\*

La matinée du 7 avril était pluvieuse. Les tirs de mortier sur le CND étaient interrompus, et les gens pouvaient monter rapidement dans les chambres récupérer un habit ou prendre un

verre d'eau. Les agents de renseignement de l'APR parvenaient presque toujours à se connecter sur les fréquences radio de l'armée gouvernementale. Ils pouvaient donc savoir avec plus ou moins de précision quand commençaient et quand s'arrêtaient les opérations de tir au mortier sur le CND. Et c'est sur cette base qu'ils pouvaient réglementer le mouvement des civils à l'intérieur du bâtiment. Toute la journée du 7 avril, seuls les véhicules transportant les militaires, les gendarmes et les miliciens gouvernementaux pouvaient patrouiller la ville, en réalité pour donner des renforts et superviser le génocide.

Nous pouvions remarquer l'énervement des soldats de l'APR dont un grand nombre avaient des familles dans la ville. Ils écumaient de rage et manifestaient l'envie de sortir en découdre avec les tueurs qu'ils voyaient circuler sans entraves à travers la ville entraînant de massacrer les leurs. Mais ils ne pouvaient sortir de leurs positions sans qu'un ordre formel d'engager les combats leur ait été donné. Comme je devais l'apprendre plus tard, le commandant Charles Kayonga avait tenté toute la journée de convaincre le quartier général de l'APR à Mulindi de la nécessité de lâcher ses troupes. Ses arguments étaient que la violence contre les civils s'intensifiait et qu'il y avait risque de voir l'ennemi resserrer l'étau autour de son bataillon. Mais le commandant en chef de l'APR, Paul Kagame était resté impassible. Il voulait visiblement éviter toute erreur qui puisse faire endosser à l'APR la responsabilité de nouvelles hostilités. Il est probable aussi qu'il ait cru au début que les troupes de l'ONU sur place à Kigali pouvaient redresser la situation.

C'est seulement vers 16h00 de l'après-midi du 07 avril que l'ordre fut donné au bataillon de l'APR de sortir pour engager les combats. Nous les voyions passer comme des éclairs avec leurs kalachnikovs, visiblement heureux d'être enfin autorisés à se battre. J'apprendrai plus tard que le QG de l'APR à Mulindi avait finalement cédé à la requête du commandant Kayonga après avoir appris que le premier ministre du GTBE (gouvernement de transition à base élargie) désigné par les accords d'Arusha, Mr Faustin Twagiramungu, était sur le point de se faire tuer par les miliciens Interahamwe et les militaires des FAR (Forces Armées Rwandaises). Twagiramungu avait réussi à gagner le stade Amahoro de Remera alors gardé par un détachement Bengladaïsi de la MINUAR et où s'étaient rassemblés beaucoup de fuytifs. Les extrémistes du régime venaient d'identifier son itinéraire. Ils avaient déjà massacré avec sa famille Agathe Uwilingiyimana, premier ministre de l'époque ainsi que de nombreux autres politiciens issus de l'opposition.

Ils venaient de neutraliser le détachement de la MINUAR et avaient entamé la perquisition des bâtiments du stade avec un mégaphone à la recherche de Twagiramungu lorsqu'ils furent surpris par les combattants de l'APR. Ceux-ci trouvèrent les soldats de la MINUAR assis par terre, désarmés et déchaussés. Les soldats des FAR et les miliciens qui les tenaient en respect se dispersèrent aussitôt, et avec eux ceux qui faisaient la chasse à Twagiramungu. Celui-ci fut ainsi sauvé in extremis. Les soldats de l'APR lui proposèrent de l'envoyer à Byumba derrière les lignes de front pour sa sécurité, mais Twagiramungu préféra qu'on le remette à la MINUAR qui lui trouva un vol en partance pour Nairobi. La mission de l'APR sur l'axe de Remera était donc une réussite. Le Premier ministre désigné du GTBE était sauvé, et le stade Amahoro sécurisé.

Deux autres axes avaient été suivis par le bataillon de l'APR dans son déploiement. Celui de droite dont la mission était de neutraliser le camp GP (garde présidentielle) situé tout près du CND, et le camp de gendarmerie situé quelques kilomètres plus bas à Kacyiru. Un dernier groupe avait mission d'occuper le mont Rebero, point stratégique surplombant la ville mais dont le contrôle était très difficile puisque situé en pleine zone sous contrôle des FAR. Ceux

des techniciens qui avaient suivi auparavant une formation politico-militaire furent sollicités pour faire des patrouilles autour du CND en vue de contrer tout risque d'infiltration par l'ennemi. Il fallait suppléer à la carence d'hommes en armes durant les premiers jours de combat. La disproportion était en effet criante. La garnison du FPR était entourée de quatre camps militaires gouvernementaux (et un de gendarmerie) importants, sans parler de nombreux détachements à travers la ville.

Nous faisons pleinement confiance en l'APR pourtant. A aucun moment, ni moi ni les autres locataires civils du CND n'avons cru que l'ennemi pourrait envahir la garnison. D'expérience, nous savions que l'armée gouvernementale techniquement encadrée par les Français misait plus sur l'artillerie lourde que sur les combats d'infanterie dans lesquels l'APR excellait. Il suffisait donc de se mettre à l'abri des tirs au mortier. Je me souviens cependant d'un jour où j'ai failli me faire avoir. Ca devait être au quatrième jour des combats. Vers 8h30 du matin, l'envie m'avait pris de monter prendre une douche dans ma chambre au premier étage. Je m'apprêtais à redescendre quand des obus en provenance du camp Kigali se mirent à pleuvoir. Tous ceux qui se trouvaient en ce moment dans l'immeuble furent immobilisés. Les vitres de la large fenêtre de la chambre volèrent en éclats sous la puissance des obus qui tombaient en cascade sur le mur latéral. Je dus me réfugier dans la douche protégée par des murs en béton.

Environ une heure plus tard, je pouvais redescendre. Les tirs avaient cessé. Un soldat de l'APR avait fait le décompte : 153 obus en tout. Des obus de 105 mm dont la puissance et le bruit étaient déjà familiers à de nombreux rwandais. Ils lui avaient d'ailleurs trouvé un nom en langue nationale : « dimba hasi ». Aucune victime ne fut déplorée au terme de cette opération comme de toutes les autres d'ailleurs du même genre dirigées contre le CND. Seul le bâtiment en gardera des traces encore visibles à ce jour. Un bâtiment construit quelques années auparavant par les Chinois et dont les murs latéraux en béton solide nous ont bien protégés contre les obus des FAR en provenance du camp Kigali à droite et du camp Kanombe, côté gauche. Un autre élément déterminant pour notre protection contre l'artillerie des FAR a été le contrôle rapide du mont Rebero par l'APR. Si cet emplacement stratégique avait été contrôlé par les FAR, leurs obus tirés sur la façade d'entrée en verres du bâtiment auraient été particulièrement meurtriers. Aucun mouvement n'aurait été possible à l'intérieur du bâtiment ; impossible de faire la cuisine ou toute autre activité vitale.

\*\*\*

Au cinquième jour des combats dans l'après-midi, un autre bataillon de l'APR atteint Kigali en provenance de Byumba. Les soldats de *Alpha batallion* avançaient en file indienne dans la vallée de Nyarutarama sous nos regards éblouis. Ils avaient marché à pied durant quatre jours en essayant de contourner les positions ennemies pour porter rapidement secours au *Third batallion*, le bataillon du CND. Ils se reposèrent cette nuit-là avant de relever leurs collègues épuisés par cinq jours de combat.

Les combats autour de Rebero et contre la garnison des GP furent particulièrement âpres. Les blessés commençaient à devenir nombreux vers la fin de la première semaine. Une nuit, nous en avons plus d'une cinquantaine et nous nous étions beaucoup démené pour leur distribuer de la nourriture et du thé. Ils étaient tous étendus sur des matelas dans un petit bâtiment aux portes et fenêtres en verre à l'arrière du CND. Cette nuit là, il y eut un déluge de bombes sur le CND. Avec des amis, nous avons réussi à aménager des alcôves au rez-de-chaussée du grand immeuble et c'est là que nous dormions. L'endroit était sécurisé, même si le bruit des obus nous déstabilisait.

Je me réveillais donc en sursaut, et ma pensée alla droit aux blessés dont nous nous étions occupé la veille. Je savais que le bâtiment qu'ils occupaient était très exposé et j'entendais déjà le bris de ses verres au contact des obus. Je me dis intérieurement que ç'en était fini de nos blessés. Quand la pluie des bombes s'arrêta, je me précipitais vers le bâtiment. A ma grande surprise, personne ne s'y trouvait. Après renseignement, on me dit que les blessés avaient été évacués de nuit vers Byumba. Pour moi, cela relevait bien du miracle. Un ami qui avait la rare faculté de sommeiller paisiblement malgré le vacarme ambiant se fit raconter l'histoire le lendemain matin. Débonnaire, il nous fit ce commentaire : « Imana y'inyenzi ntisinzira » (le Dieu des Inyenzi –sobriquet pour désigner le FPR dans la propagande gouvernementale- ne dort jamais).

Ce soir là, j'avais assisté pour la première fois à l'opération d'un blessé grave par des médecins soldats de l'APR. Il s'agissait de réparer un tibia fracassé par une balle et de remettre les entrailles dans un ventre déchiré. L'opération se faisait sur une table de fortune, et je n'en croyais pas mes yeux lorsque j'ai vu le chirurgien déposer sur une feuille de bananier les intestins du blessé et les nettoyer soigneusement avant de les remettre à leur place dans le ventre et de le recoudre. Des années plus tard, j'ai continué à croiser par moment cet ancien blessé dans les rues de Kigali. Et j'avoue que je n'en revenais toujours pas.

Les combats se sont donc poursuivis et le FPR gagnait progressivement du terrain. Mais les forces gouvernementales continuaient à semer inexorablement la désolation au sein de la population civile. Les soldats de l'APR ont tenté plusieurs opérations commando de sauvetage. Certaines ont largement réussi, comme celle du centre pastoral Saint Paul à Kigali d'où plus de cent rescapés furent tirés. Le commandant de l'opération y perdit malheureusement la vie, et ce fut la seule victime. Dans de nombreux cas, la progression des soldats de l'APR arrivait trop tard pour pouvoir sauver des civils. Ils recueillaient cependant de rares rescapés, dont des politiciens de l'opposition, des femmes violées, et parfois des bébés restés vivants à côté de leurs mères tuées. Les rescapés transitaient rapidement par le CND ou par le stade Amahoro avant d'être évacués vers Byumba.

\*\*\*

Au mois de mai 1994, je faisais partie de la délégation qui accompagnait le cardinal français Roger Etchegaray en visite pour la deuxième fois au Rwanda. Ayant entamé sa visite par Gikongoro où se formait déjà la zone turquoise, l'envoyé du pape venait également dans la zone sous contrôle du FPR avec pour but ultime de célébrer une messe à Kabgayi où des ecclésiastiques venaient d'être assassinés par un soldat de l'APR. Les forces de l'APR avaient progressé jusque dans le sud du pays en contournant par Kibungo et le Mayaga, les positions des FAR sur la route de Kigali-Gitarama. Le camp Kanombe était depuis longtemps tombé entre les mains de l'APR dont le commandant en chef, Paul Kagame avait déplacé son QG de Mulindi à Musha sur la route de Rwamagana.

Pour aller à Kabgayi, nous devions donc passer par Kibungo, traverser la Nyabarongo à Rwabusoro (Mayaga), atteindre Ruhango et remonter vers Kabgayi. Sur la route de Kibungo à Gitarama, nous croisions continuellement des déplacés marchant à pied et visiblement épuisés sous le soleil. L'exode était vraiment impressionnant. A un certain moment, le cardinal me demanda la raison d'un tel déplacement des populations. Je ne savais quoi lui répondre, puisque je l'ignorais encore aussi. C'est quand nous atteignîmes Ruhango où se trouvait le commandement militaire de cette zone que je pus m'informer.

Selon les avis concordants de certains des officiers qui commandaient la garnison de Ruhango, le commandement de l'APR redoutait sérieusement un affrontement avec les forces françaises de l'opération turquoise, raison pour laquelle il préférait évacuer les populations civiles plus au nord. L'éventualité d'une guerre avec les Français est restée longtemps constante chez les dirigeants du FPR, et des incidents sérieux sont venus confirmer cette crainte. Comme je devais l'apprendre plus tard, il semble que le commandant de la MINUAR, Roméo Dallaire, avait tenté de dissuader Kagame de laisser ses troupes entrer dans la ville de Butare, de peur de provoquer un affrontement avec les troupes françaises qui envisageaient également de l'occuper, même si elle ne faisait pas officiellement partie de la zone turquoise. Ce qu'ayant appris, Kagame donna l'ordre d'investir immédiatement la ville. Ce qui fut réalisé rapidement. Les Français durent alors négocier avec le FPR pour entrer dans Butare, officiellement pour évacuer des ecclésiastiques qui l'avaient demandé. Le FPR les laissa entrer, mais les deux parties se convinrent de la durée précise de cette opération au delà de laquelle les Français devaient être retournés à Gikongoro.

Mais les Français avaient voulu faire impression, puisqu'ils sont entrés dans Butare avec des blindés et des armes lourdes. A leur sortie de la ville, un fâcheux incident faillit se produire. Les Français n'avaient pas évacué que des ecclésiastiques. Dans leur convoi, il y avait également des officiers des FAR. Dans la vallée de Sovu, à la sortie de la ville de Butare sur la route de Gikongoro, l'APR avait posté un « road block », un poste de contrôle. Un seul soldat gardait le poste. Quand le convoi des Français arriva, le soldat voulut opérer son contrôle de routine. Les Français cherchèrent à forcer la barrière, mais au même moment, un coup de feu fut tiré du sommet de la colline voisine. Lorsqu'ils levèrent les yeux, ils virent un déploiement important de l'APR avec armes dissuasives. Les Français arborèrent alors un drapeau blanc en signe de paix et laissèrent le soldat effectuer son contrôle. Tout à coup, un officier des FAR sortit d'un véhicule du convoi et commença à courir à pied dans la vallée avant de se faire abattre par un des soldats de l'APR postés au sommet de la colline. Les Français gardèrent leur calme, et le contrôle terminé, on les laissa poursuivre la route.

Dans la même période mais un peu plus tard, un incident plus grave s'était produit du côté de Kibuye. Un détachement des soldats Français avait largement dépassé les limites de la zone turquoise appelée aussi « zone humanitaire sûre » par les Français. Ils voulaient, semble-t-il, effectuer une mission de reconnaissance du côté de l'APR. Mais le groupe se fit encercler par des soldats de l'APR et un bref échange de tirs fit une victime parmi les Français. Dix-huit autres furent fait prisonniers. Il semble que le commandant de la région militaire a été tenté, dans un premier temps, de donner l'ordre de les abattre tous, avant de se raviser. Par la suite, ils servirent d'outils de négociations dans un deal resté longtemps secret entre le FPR et la France. Le FPR acceptait de remettre les prisonniers, et la France s'engageait à respecter scrupuleusement la date prévue de la fin de l'opération turquoise. Le gentlemen's agreement fut honoré par les deux parties. L'opération turquoise s'arrêtera exactement à la date indiquée dans la résolution des Nations Unies sans qu'elle cherche à la prolonger comme on le craignait.

Quand j'expliquais, sur le chemin du retour de Kabgayi, au cardinal Etchegaray les raisons de l'exode massif des populations civiles vers le nord, ce dernier ne semblait pas y croire. « Pensez-ils vraiment que les militaires français soient venus pour faire la guerre ? », me demanda-t-il incrédule. « Mais éminence, lui rétorquais-je, croyez-vous sérieusement que les

Français soient venus au Rwanda pour des raisons humanitaires ? ». Et notre échange sur cette question s'arrêta là.

De retour au CND, je décidais de regagner Mulindi. Des combats continuaient à se dérouler dans les abords de la ville de Kigali et les convois vers Byumba étaient organisés de nuit, par la route de Kinyinya et Nyacyonga. Jusqu'à cette jonction, les véhicules roulaient tous feux éteints pour éviter de se faire repérer et tirer dessus. Je séjournais quelques temps à Mulindi, effectuais une brève visite à Goma, puis retournais à Kigali au mois de juillet 1994 pour m'y installer définitivement. La guerre et le génocide prirent fin le même mois. J'assistais le 19 juillet 1994 à la mise en place du gouvernement d'union nationale dans la cour du CND où j'avais résidé quelques mois plus tôt.

Nous retrouvions la patrie, mais sous la forme d'un pays en ruines, avec plus d'un million de morts. Aujourd'hui, dix ans après, le pays s'est considérablement reconstruit et réconcilié parallèlement au travail de deuil et de mémoire. L'espoir renaît petit à petit, et nous envisageons l'avenir avec d'autant plus d'optimisme que la folie génocidaire n'est pas une tare congénitale à notre peuple. Elle nous a été imposée à un certain moment de notre histoire coloniale et des compatriotes s'y sont allègrement laissé prendre. Nous espérons dorénavant être plus vigilants et plus lucides à l'avenir pour résister à de funestes influences.

Rutazibwa Privat,

Kigali, mars 2004.

&&&&&&&&&&